

L'économie verte : un passage inévitable pour les PME algériennes

HASSAINE Yasser*, BADRI Abdelmadjid**

Résumé:

Le but de notre étude est d'identifier les mesures d'une transition des PME Algériennes vers une économie verte afin de réaliser un passage vers une croissance verte et un développement durable. La présente étude s'intéresse au rôle des PME dans cette transition et aux obstacles auxquels elles sont confrontées.

Nous avons conclu dans cette recherche que les PME verte en Algérie restent un outil manquant de la transition souhaitée. A cet effet, une politique et des programmes devraient être mises en place pour accompagner et aider les entreprises algériennes à s'inscrire dans cette démarche de changement.

Keywords: L'économie verte, PME, croissance, développement durable.

JEL Classification: Q56, Q58, O1.

ملخص :

الهدف من دراستنا هو تحديد تدابير انتقال المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الجزائرية نحو الاقتصاد الأخضر من أجل تحقيق الانتقال نحو النمو الأخضر والتنمية المستدامة. تبحث هذه الدراسة في دور المؤسسات الصغيرة والمتوسطة في هذا التحول والعقبات التي تواجهها.

خلصنا في هذه الورقة البحثية إلى أن المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الخضراء في الجزائر لا تزال أداة مفقودة للتحول المنشود. ولهذا الغاية ، يجب وضع سياسة وبرامج لدعم ومساعدة المؤسسات الجزائرية للمساهمة في عملية التغيير هذه.

الكلمات المفتاحية : الاقتصاد الأخضر، المؤسسات الصغيرة والمتوسطة، النمو، التنمية المستدامة.

* Université TAHAR Moulay, Saida-Algérie, yasser0329@gmail.com

** Université TAHAR Moulay, Saida-Algérie, prof_badrirajed@yahoo.fr

1.Introduction

Les pays du monde sont confrontés aujourd'hui à une forte concurrence entre les grandes entreprises multinationales, cette dernières dominant les moyens de production et sont en train d'établir des grandes unités de production partout dans le monde en exploitant brutalement les ressources naturelles et énergétiques.

A la lumière des changements rapides dus au développement technologique et la forte implantation des sites de production, et face aux effets néfastes des activités industrielles sur l'environnement, la nature et la vie humaine sont affectées directement par la pollution résultante des différentes usines.

En raison de ce qui précède, l'économie verte s'est imposée à plusieurs reprises lors des conférences des Nations Unies, la dernière conférence s'est tenue en 2012 et a été axée sur l'économie verte et le développement durable. Par conséquent, des nombreux pays actuellement cherchent à réaliser une concrétisation des dimensions du développement durable à travers une transition vers une économie verte, cette dernière est définie par la conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) comme une économie qui donne importance à l'être humain et son bien-être, et qui assure l'équité sociale tout en diminuant les risques sur la planète et garantissant la stabilité écologique. Au cours de ces évolutions, l'Algérie a alloué 262 milliards de dollars via un plan de croissance quinquennal (2015-2019) pour assurer une transition économique, ce plan avait pour objectif d'encourager les investissements dans des secteurs clés de l'économie verte telles que l'agriculture, l'eau, le recyclage et le tourisme. Cette démarche vise l'augmentation du taux de croissance à 7%, la réduction du taux de chômage, l'amélioration du niveau de vie et la diversification de l'économie nationale, pour ce but le plan prévoit l'assouplissement des procédures de création et de financement des PME (ONU, Juillet 2014).

L'importance de notre recherche réside dans le fait qu'elle traite le sujet de l'économie verte comme une nouvelle formule pour le développement durable, et la position des PME algériennes au cœur de ce changement, l'intérêt de cette étude se situe également dans l'impact de l'économie verte dans la promotion et le développement du secteur des PME et dans le maintien et l'amélioration de leur compétitivité.

Nous cherchons à travers cet article à explorer le concept de « l'économie verte » et à comprendre les mesures de transition visant le verdissement de l'économie, et la position des PME algériennes au sein de cette transition. Notre objectif est de répondre à la question principale de recherche qui est la suivante : *Les PME peuvent-elles constituer une alternative pour relancer une économie verte en Algérie ?*

Pour répondre à cette problématique, nous allons au premier lieu définir le concept d'économie verte et montrer pourquoi il est considéré comme un procédé majeur pour promouvoir le développement durable. Nous présentons à cet effet quelques études de référence. Nous nous intéressons en deuxième lieu à la réalité des PME algérienne et la possibilité d'une transition vers une économie verte.

2. Une économie verte pour un développement durable

2.1. L'économie verte ; concept et définitions

Le concept d'économie verte est le résultat des travaux du programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Selon ce dernier, l'économie verte est une "économie qui entraîne une amélioration de bien être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risque environnementaux et la pénurie de ressources " (PNUE, 2011) .

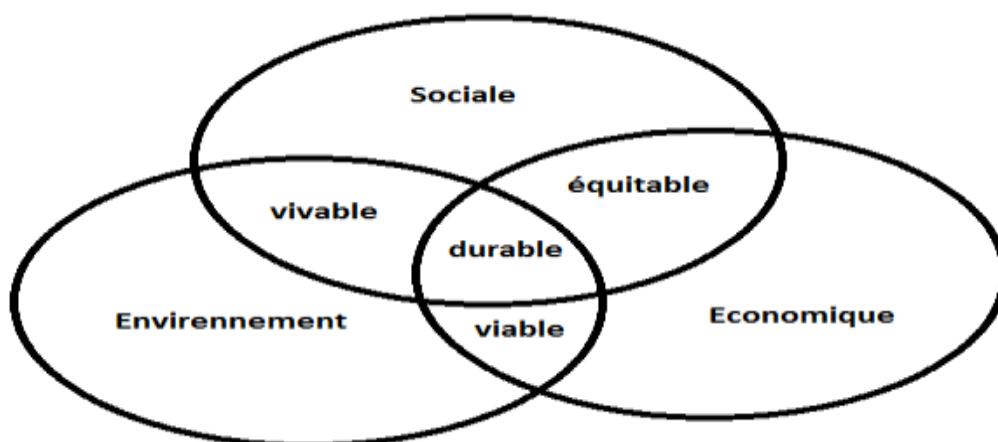
L'économie verte est une forme de refondation de développement dans une voie durable qui prend en considération la protection de l'environnement. Elle nécessite l'adoption des technologies de l'environnement qui réduisent l'intensité énergétique et créent des nouveaux emplois (Frérot, 2011). Le modèle économique adopté aujourd'hui comprenant l'utilisation des énergies non renouvelables telles que les minerais et les énergies fossiles et la collection des déchets non recyclable ne garantira pas un développement durable. Selon J. Fosse, l'économie verte nécessite une croissance des revenus et d'emplois qui provient principalement d'investissement publics et privés dont les activités réduisent l'intensité du carbone émis et la pollution de l'environnement, et qui maintiennent l'utilisation rationnelle des ressources naturelles (Fosse, Juin 2014).

La confédération syndicale internationale (CSI) défini l'économie verte comme une « économie ou l'investissement dans la production soutenable et des technologies plus propres est réagi par les principes clés de la justice sociale, la protection sociale et le travail décent » (Favreau & Hébert, 2012, p. 70).

L'économie verte est une croissance économique qui respecte l'environnement et qui conduit vers un développement durable (Katsongo, 2020, p. 8). A partir de cette perspective, le verdissement de l'économie veille sur la promotion de la croissance économique et le développement tout en préservant les ressources environnementales.

2.2. L'économie verte comme pilier du développement durable

Le concept du développement durable émerge du rapport « notre avenir à tous » à travers le rapport général « Brundtland » en 1987 lors de la commission mondiale des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Après le sommet de Rio en 1992 qui a connu la réunion de 182 pays sous le nom de sommet « planète terre », le développement durable a pris sa définition actuelle qui se repose sur trois piliers : le progrès économique, la justice sociale et les préservations de l'environnement.



Source: (Katsongo, 2020, p. 7)

Figure (1): Les trois piliers du développement durable

Le développement économique qui satisfait les besoins humains et qui préserve l'environnement des générations présentes et futures fait partie de l'un des principales préoccupations des politiques de développement durable.

L'un des autres piliers du développement durable est l'environnement qui doit être protégé et qui fait partie du processus de développement économique.

Une justice sociale basée sur l'élimination de toute forme de pauvreté est une autre dimension d'un développement durable, cette dimension doit contribuer à la réduction des inégalités sociales, lutter contre l'exclusion et les discriminations et limiter les disparités sociales.

L'économie verte s'est imposée comme une nouvelle forme conduisant à un développement durable, car ce dernier s'occupe de la réalisation d'une économie progressive, une égalité sociale et un environnement de plus en plus préservé. Le verdissement de l'économie s'inscrit parmi les objectifs de développement durable en luttant contre le changement climatique et en préservant la nature par la fourniture d'une énergie propre.

2.3. L'économie verte et la création d'emplois

La transition vers une économie verte ne favorise pas uniquement la croissance, mais permettra aussi la création de nouveaux emplois. En Allemagne et dans le cadre d'une transition énergétique, l'économie allemande connaît près de 400.000 emplois créés, et selon le ministère allemand de l'environnement, le passage vers l'économie verte permettra de créer davantage six millions d'emplois en Europe en réduisant les émissions carboniques de 30% (Paroussos, Jaeger, Mangalagiu, & Kupers, 2011, p. 5). En outre, ces nouveaux emplois seront occupés particulièrement par des travailleurs hautement qualifiés et qui recevront des rémunérations importantes (OIT, 2011, p. 5).

Un emploi d'une économie verte appelé aussi un emploi d'un développement durable peut être défini comme une fonction existante ou nouvelle qui a pour objectif de protéger l'environnement, et qui peut être active dans des différents secteurs (Berass, 2020, p. 1075).

Selon La confédération syndicale internationale (CSI), un emploi vert est un emploi qui réduit à des niveaux soutenables les impacts environnementaux des entreprises en assurant des conditions descentes pour tous les intervenants (Favreau & Hébert, 2012, p. 70).

La terminologie utilisée pour décrire un métier vert englobe toutes les activités prenant en compte la considération écologique. Un métier vert est présent à travers les différents secteurs économiques et comprend également les produits technologiques ainsi que tout produit et service respectant l'environnement. Le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ajoute que les métiers verts sont des emplois dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'administration et qui contribuent à la préservation des écosystèmes en réduisant l'intensité énergétique et à éviter la pollution (PNUE, Mars 2009, p. 38). Le principal enjeu des décideurs aujourd'hui est de mener des politiques qui favorisent les éco-entreprises, et qui visent à verdir les emplois existants à travers des formations professionnelles spécialisées dans la production des biens et des services verts. Des telles formations doivent se concentrer sur la production qui respecte l'environnement et la gestion des ressources naturelles.

L'étude menée par le commissariat général au développement durable (CGDD) sur les éco- activités et l'emploi en France a montré que les éco- activités ont connu plus de 450000 emplois en 2017, soit environ 2% de l'emploi total en France, et ce pourcentage tend à augmenter grâce aux investissements lancés dans les énergies renouvelables dont la production atteint près de 87 milliards d'euro en 2017, et qui présente 2,2% de la production totale française.

Tableau (1): Production et emplois générés par les éco- activités française en 2017

En million d'euro

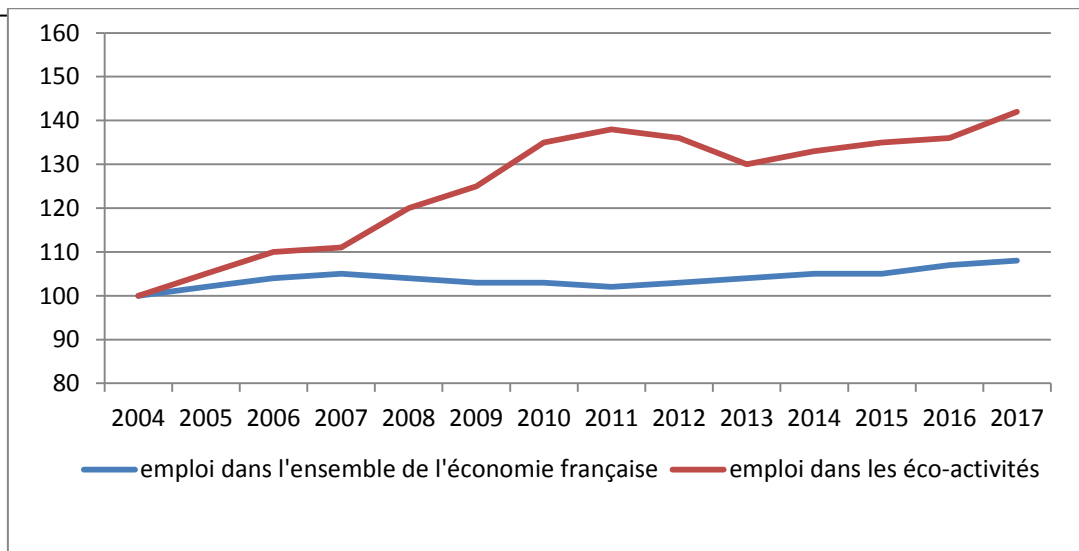
	Production(En million d'euro)	Emplois
<u>Protection</u>	42800	272050
<u>environnementale</u>	1850	7600
Pollution de l'air	12200	61200
Eaux usées	15000	84500
Gestion de déchets	700	3450
Déchets radioactifs	10550	96150
Réhabilitation des sols et eaux	1300	6450
Bruit	1300	12700
Nature et paysage		
<u>Gestion des ressources</u>	32500	110850
Eaux	1400	6300
Récupération	8650	23700
Energie	3950	25700
Energie renouvelable	18550	55150
<u>Activités transversales</u>	41400	82600
Services généraux publics	3400	35450
Recherche et développement	4900	33200
Ingénierie	3100	1390
TOTAL	86700	465450
TOTAL Toutes branches	4028550	26299600

Source: (CGDD, 2019)

Les chiffres du tableau précédent montrent que le domaine des éco- activités a généré 465500 emplois en 2017, cette augmentation est liée à la hausse de production dans les secteurs verts ayant pour finalité la protection de l'environnement. Ces activités sont principalement dans l'agriculture et les énergies renouvelables (CGDD, 2019).

Graphe n°01 : Evolution de l'emploi dans les éco- activités en France (2001-2017)

En indice base 100 en 2004*



*cet indice permet de comparer des quantités n'ayant pas la même grandeur et les mêmes unités, si le nombre initial est de 3500 et que le nombre suivant est de 4200, à la base 100, le nombre suivant est le : $4200 \times 100 = 3500X$, donc $X = 120$.

Source: (CGDD, 2019)

La hausse de l'emploi dans les éco-activités en France est plus élevée que dans l'ensemble de l'économie française, l'effectif de l'emploi passe de 5,4% entre 2016 et 2017, soit 24000 postes d'emploi nouveaux.

Selon une enquête européenne sur les petites entreprises et l'économie verte, 37% des PME de l'union européenne ont au moins un salarié vert, en 2012 un salarié sur huit dans les PME occupe un emploi vert, représentant 13% de la totalité des emplois des PME, contre 3% de la totalité d'emplois dans les grandes entreprises (Piermario, 2012).

2.4. La croissance verte, résultat d'une économie verte

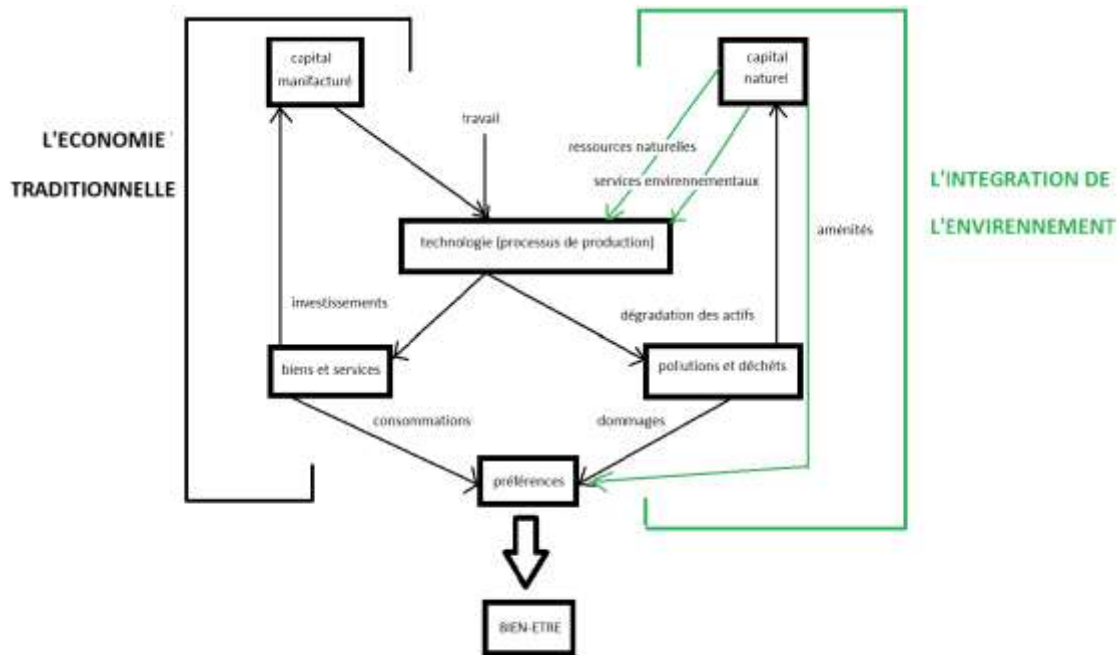
Quand on parle de la croissance économique, on revient à la croissance des biens et des services produits et les revenus qui en provient, sans augmentation du revenu, y'aura pas de croissance.

L'économie verte donne priorité aux investissements d'une manière différente, elle investit essentiellement dans la production des biens et des services écologiques et responsables.

Les crises environnementales, économiques et financières que traverse le monde aujourd'hui remettent en cause le modèle de croissance actuel, selon un rapport du programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) qui vient expliquer les principales causes des crises financières et des crises écologiques, éclairant que la mauvaise gestion des investissements qui sont orientés vers l'immobilier, les fossiles et les autres énergies non renouvelables, sont loin à préserver les écosystèmes et la biodiversité. Cette mauvaise orientation des investissements aura des effets néfastes dont l'épuisement des ressources naturelles et la dégradation du bien être des générations actuelles et futures (Grifo, 2013).

Les politiques économiques vertes s'intègrent dans des réformes structurelles ayant pour objectif une croissance verte durable, elles peuvent efficacement remplacer les modèles de croissance existants à travers :

- Le verdissement de la productivité : le souci essentiel est de rendre la production plus compatible avec les enjeux climatiques, et plus rationnelle en matière d'utilisation des ressources naturelles, donc le but serait de mener un processus de production avec moins de déchets et une faible consommation énergétique.
- L'encouragement de la technologie énergétique : une attention particulière doit être accordée à l'intégration des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique au sein de processus d'industrialisation et de production. L'innovation permet également la baisse de la demande énergétique. Dans cette intention, nombreux pays encourage le développement des véhicules propres comme les voitures électriques, et travaillent à réduire également la circulation des véhicules polluants.



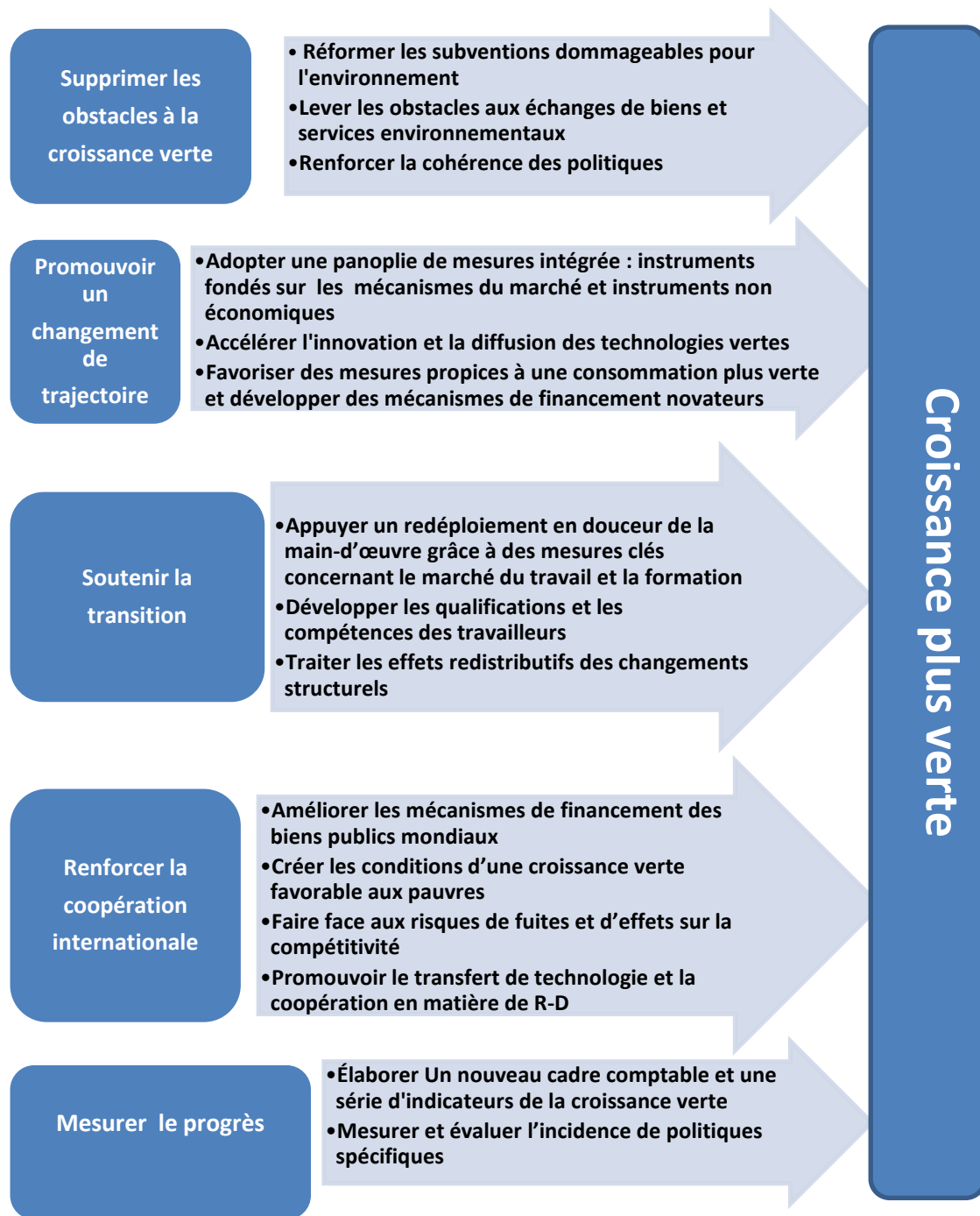
Source: ministère français de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Les économistes et la croissance verte, conseil économique pour le développement durable, Paroles d'économistes, Mai 2012, p 9.

Figure (2): L'intégration du capital naturel dans le modèle de croissance

Afin de favoriser une croissance verte, le modèle précédent (figure n°02) permet de restaurer une production verte (une éco- activité), l'intégration du capital naturel dans le modèle économique ainsi que la prise en compte des enjeux environnementaux limitent l'utilisation inefficace des ressources naturelles dans le processus de production, principalement quand cette utilisation est polluante. Le duo Technologie-Environnement permet une application propre des activités économiques, le progrès technique et le capital naturel sont complémentaire, l'intégration de ce duo dans une économie traditionnelle a pour finalité d'améliorer le bien être humain en augmentant la production verte des biens et des services et en limitant les problèmes écologiques.

La croissance verte est considérée comme un volet du développement durable, l'effort de cette transition vers une économie verte doit être centré sur la création des conditions nécessaires à l'innovation, à l'investissement et à la concurrence qui permettent de créer

des nouvelles sources de croissance économique sans contrarier l'écosystème (OCDE, 2011).



Source: OCDE, PME et croissance verte: Promouvoir la production durable et l'éco-innovation dans les petites entreprises, Note de réflexion thématique N°3, GROUPE DE TRAVAIL DE L'OCDE SUR LES PME ET L'ENTREPRENEURIAT (GTPMEE), Paris, 17-18 Novembre 2010, P 6.

Figure (3): Le modèle proposé par l'OCDE pour promouvoir une croissance verte

La stratégie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a été élaborée pour promouvoir une croissance verte en intégrant les aspects économiques, environnementaux, sociaux, technologiques au sein du processus de développement, pour que la croissance verte comprenne une transformation des procédés de production et des comportements de consommation. Ce modèle développe les politiques nécessaires pour mener la transition ainsi qu'à apporter des indicateurs permettant d'évaluer l'efficacité des mesures prises, et évaluer les progrès réalisés sur le chemin d'une croissance verte (OCDE, 2010, p. 6).

3. Le passage des PME algériennes à l'économie verte

3.1. Stratégie de verdissement économique en Algérie

La stratégie de l'économie verte s'inscrit dans le cadre d'offrir des possibilités de développement économique avec une concentration sur le verdissement de l'activité économique dans les différents domaines, la prise en compte du capital naturel dans le processus de développement permet également d'offrir des possibilités d'emplois tout en préservant les ressources.

Toute politique de développement verdissante doit contenir un sens de responsabilité sociale et environnementale des acteurs. L'Algérie a une forte potentialité à l'accès à cette transition, le gouvernement algérien a présenté précédemment un appui financier aux investissements dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie, l'hydraulique, et c'est à travers le plan quinquennal de croissance (2015-2019), ce plan a pour objectif d'encourager les éco-activités et l'innovation contribuant à la création d'emploi et le maintien de production tout en limitant les impacts environnementaux.

Le plan quinquennal de croissance favorise la promotion des investissements et le soutien à la création d'entreprises afin d'accroître la production nationale hors hydrocarbures via les secteurs productifs durable et créateurs de richesses, comme l'agriculture et l'industrie. L'impact verdissant de ces secteurs en Algérie reste marginal car la consommation énergétique du pays repose essentiellement sur les fossiles. Il est à noter que les énergies renouvelables en Algérie restent faibles, voire marginale dans les bilans énergétiques (Berass, 2020, p. 1081). Ajoutons que l'Algérie possède des ressources énergétiques considérables permettant de développer des filières vertes durables, il s'agit de nombreuses sources éoliennes et géothermiques dont plus de 200 sources chaudes, ainsi que la zone du Sahara est considérée comme l'un des meilleurs gisement solaire au monde, et qui peut produire 3900 heures par an, sans oublier que le stock de déchets recyclables est de 17 millions de tonnes (Benyahlou, 2021, pp. 760-761).

Selon une étude menée par l'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) sur la promotion des jeunes et des femmes dans l'économie verte en Algérie, le concept de l'économie verte en Algérie est pratiquement absent, il est peut être embryonnaire, mais il pourra prochainement constituer un vrai champ d'emploi pour les jeunes algériens.

3.2. L'importance du rôle des PME Algériennes dans les secteurs de l'économie verte

Le secteur des petites et moyennes entreprises contribue au développement économique vert, les PME et les TPE ont une forte capacité d'intervention dans les domaines de recyclage, récupération et traitement des déchets, matériaux et de l'eau,

leurs rôle s'étend également aux énergies renouvelables. Ce type d'entreprises peut se spécialiser dans le stockage de l'énergie, la fabrication des systèmes électriques intelligents et les panneaux solaires générateurs d'énergies ainsi que plusieurs autres spécialités. Le secteur des PME en Algérie a connu une forte évolution, il compte 1193339 entreprises à la fin de 2019 dont 97% des très petites entreprises.

Tableau (2): Typologie des PME algériennes (2019)

Type des PME	Nombre des PME	%
TPE (moins de 10 salariés)	1157539	97
PE (entre 10 et 49 salariés)	31027	2,6
ME (entre 50 et 249 salariés)	4773	0,4
Total	1193339	100

Source: (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2020, p. 8)

En économie verte, on peut distinguer entre les PME vertes qui mènent des activités ayant pour finalités la préservation de l'environnement, et les PME verdissantes qui ont besoin de compétences nouvelles pour pouvoir verdir leurs activités.

L'un des plus grands obstacles au développement des PME vertes en Algérie est la faiblesse réglementaire guidant et organisant ce secteur, l'Algérie doit recourir à des programmes d'action et des facilités réglementaire a fin de promouvoir une croissance verte dans le secteur des PME. La croissance économique en Algérie dépend essentiellement des hydrocarbures qui génèrent seules plus de 70% des recettes budgétaires. Les PME algériennes constituent une véritable alternative de croissance hors hydrocarbures et sont les mieux placées dans le tissu économique pour apporter une croissance verte.

Les lois et la réglementation environnementale peuvent être considérées comme un obstacle majeur dans la transition des PME vers une économie verte, en raison des difficultés que trouvent les PME à s'adapter avec les changements et les modifications qui touchent ces lois (ONU, 2013) .

Afin d'évaluer l'impact des entreprises vertes sur l'économie algérienne, le nombre des PME vertes en Algérie nous a été inaccessible vu la diffusion faible, voire inexistante des statistiques des pratiques vertes dans le secteur, selon (Berass, 2020), nous pouvons compter 5 filières qui exercent une activité verte en Algérie dont le taux d'emploi vert est estimé à environ 8,5% du total emploi, ces filières sont :

- L'énergie renouvelable.
- La gestion des déchets.
- La gestion de l'eau.
- Services à l'environnement.
- Bâtiment vert.

D'après l'enquête réalisée par le GIZ/BMZ et le ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement en Mars 2012, le nombre d'entreprises vertes en 2011 était de 289594 entreprises employant 589837 agents repartis sur les filières suivantes :

Tableau (3): Entreprises et Emplois verts en Algérie (2011)

Activités	Nombre d'entreprise	Nombre d'emploi
Collecte des déchets	3611	16576

Recyclage de déchets	1558	7271
Traitement et épuration d'eau	1019	44670
Bâtiment vert	178767	41027
Espaces verts	72749	333917
Services liés à l'environnement	31890	146376
Total vert	289594	589837

Source: (GIZ, 2011, p. 19)

Et selon la même enquête, ces filières pourraient générer près de 1421619 emplois verts en 2025.

Tableau (4): Entreprises et Emplois verts en Algérie (estimation 2020-2025)

Activités	Emploi 2020	Emploi 2025
Energie renouvelable	52500	137000
Valorisation des déchets	138154	161180
Gestion de l'eau	56587	65600
Bâtiment vert	363802	722994
Services liés à l'environnement	4432	5657
Espaces verts	422996	490368
Total emploi vert	1038471	1421619

Source: (GIZ, 2011, p. 33)

En matière de compétence, les entreprises algériennes font face à des problèmes internes tels que le manque de qualification et de formation d'employeurs, les institutions de recherche et de développement algériennes chargées de former les compétences dans le domaine vert ont reçu seulement 200 millions de dollars en 2019 (équivalent 1,5 million d'euro) pour le financement de 287 projets de recherches. En revanche, la France a consacré un budget de 126 millions d'euro destiné à financer des projets liés à l'énergie renouvelable afin de maintenir les démarches de transition vers une économie verte (Benyahlou, 2021, p. 762).

Dans le cadre du passage des PME à l'économie verte, l'Algérie connaît un retard considérable dans ce domaine, cette transition est bloquée par des différents obstacles dont les plus importants sont le manque de financement de la R&D et l'absence de la conscience écologique sociale. Pour rattraper ce retard, l'Algérie devrait agir sur le plan économique en s'appuyant sur les énergies renouvelables qui présentent actuellement des potentialités importantes, et qui permettent de protéger le capital naturel national tout en évitant l'exploitation massive des énergies fossiles. Pour atteindre cet objectif, les mesures suivantes devront être appliquées :

- Faciliter l'accès aux investissements dans les activités vertes comme les énergies renouvelables, l'agriculture et la gestion des déchets à travers l'adoption d'une stratégie qui permet de surmonter les contraintes réglementaires et administratives en faveur des promoteurs exerçant ces filières.
- Promouvoir les compétences dans le domaine par la subvention et l'appui aux institutions s'occupant de recherche et de développement, et orienter le financement vers les projets de recherche et de l'innovation dans les éco-activités.

-
- Reconnaître et encourager les entreprises vertes par des récompenses, car les pratiques éco responsables de ces entreprises jouent un rôle de premier plan dans le succès de la transition souhaitée.
 - Conduire des campagnes de sensibilisation et d'information sur les éco- activités et la préservation de l'environnement.

4. Conclusion

L'objectif principal de l'économie verte est de lutter contre le changement climatique tout en avançant vers un développement durable. Le verdissement de l'économie se présente comme une formule nouvelle de soutenabilité économique et environnementale. La transition vers une économie verte est un processus exigeant qui nécessite des changements profonds et une réglementation appropriée.

L'effort algérien dans cette transition demeure insuffisant, l'offre des PME algériennes actuellement reste inadapté aux principes de l'économie verte. A cet effet, une nouvelle stratégie devrait être mise en place pour orienter les investissements futurs vers des secteurs verts, une telle démarche ne peut atteindre ces finalités sans une évolution en matière de technologie et d'innovation. Et lorsque ces conditions sont remplies, l'Algérie arrivera à créer un champ d'entreprises vertes et réussira finalement à verdir son économie.

References

- Benyahlou, Z. (2021). L'économie verte : nouvelle formule pour le développement durable? *Revue algérienne de la sécurité et développement*, 10(01), 751-765.
- Berass, D. (2020, Decembre). Economie verte en Algérie: quelle stratégie pour la création de nouveaux emplois? *Albashaer economy journal*, 6(2), 1071-1083.
- CGDD, C. g. (2019, Mai). *Les éco-activités et l'emploi environnemental en 2017*. (m. d. solidaire, Éd.) Consulté le Fevrier 02, 2021, sur <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2019-05/datalab-essentiel-178-eco-activites-2017-mai2019.pdf>
- Favreau, L., & Hébert, M. (2012). *La transition écologique de l'économie*. Québec: presse de l'université de Québec.
- Fosse, J. (Juin 2014). Amélioration de l'environnement des affaires dans la région sud de la méditerranée. Dans G. I. Eurecna (Éd.), *Economie verte : Document de contextualisation au niveau international et euro-méditerranéen, Séminaire National pour Le Maroc*.
- Frérot, A. (2011, Mai 23). L'union européenne et le défi de l'économie verte, quels modèle pour une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources? *Question d'europe,policy paper*(206), 1-7.
- GIZ, B. I. (2011, Mars). promotion des jeunes et des femmes dans l'économie verte en Algérie.
- Grifo, P. (2013). L'économie verte; nouveau modèle de croissance ou bulle verte? Dans J.-M. Chevalier, & p. u. France (Éd.), *La croissance verte : une solution d'avenir ?* (pp. 21-27).
- Katsongo, K. (2020). *Préservation de la forêt en RDC ,Pour un mécanisme REDD+ au service du développement durable*. Paris: Éditions L'Harmattan,Études africaines.
- Ministère de l'Industrie et des Mines. (2020, Avril). Bulletin d'information statistique de la PME. (36), 8.
- OCDE. (2010, Novembre 17-18). LES ENSEIGNEMENTS DE LA CRISE MONDIALE ET LA VOIE À SUIVRE POUR CRÉER DES EMPLOIS ET SOUTENIR LA CROISSANCE. *PME et croissance verte: Promouvoir la production durable et l'éco-innovation dans les petites entreprises*. (G. D. (GTPMEE), Ed.) Paris.
- OCDE. (2011). *Vers une croissance verte*. édition OCDE.
- OIT. (2011). *Towards a Greener Economy: The Social Dimensions*. Genève.
- ONU. (Juillet 2014). L'économie verte en Algérie:une opportunité pour diversifier et stimuler la production nationale. Dans C. E. Nord (Éd.).

-ONU, E. (2013, march 23). Monitoring the transition to a green economy in the arab region: the SME perspective. 46. (E. a. (ESCWA), Ed.)

-Paroussos, L., Jaeger, C., Mangalagiu, D., & Kupers, R. (2011). *A New Growth Path for Europe: Generating Prosperity and Jobs in the Low-*. synthesis report, European climate forum , Potsdam.

-Piermario, M. (2012). Petites et moyennes entreprises (l'enquête UE sur les petites emprises et l'économie verte). *Revue du droit de l'Union Européenne*(1), 149-151.

-PNUE. (2011). *Vers une économie verte: pour un developpement durable et une éradication de la pauvereté*. Récupéré sur www.unep.org/greeneconomy

-PNUE. (Mars 2009). Nouveau pacte vert mondial. *note d'orientation*.